

Le «non» du 29 mai : premiers enseignements

Michel Simon

Une mobilisation populaire pour le «non»

Première donnée. Depuis 1993, on constatait, à type d'élection constant, une hausse (parfois massive) de l'abstention. Or, le 29 mai, on retrouve une participation proche de celle observée en 1992 au référendum sur Maastricht. Il faudra certes mener l'analyse selon les localités, voire les bureaux de vote, s'interroger sur les éventuelles inégalités. Mais un premier regard sur les résultats donne le sentiment d'un retour aux urnes significatif, y compris dans des régions et localités très ouvrières. On sait que, depuis 1993, les jeunes d'une part, les ouvriers et les employés d'autre part, sont particulièrement nombreux à s'abstenir. Selon une enquête CSA (1) réalisée le jour du scrutin, il semble que, sans disparaître, ce phénomène se soit beaucoup atténué. Les plus nombreux à s'abstenir ont été les très âgés et les retraités. Parmi les actifs, si les cadres et professions libérales se distinguent toujours par un taux très élevé de participation, les salariés (y inclus ceux du privé, les employés et les ouvriers) se sont de leur côté fortement mobilisés.

L'évolution des taux d'abstention déclarés (60% en septembre 2004 contre 33% le 29 mai, cf. CSA, *ibidem*) montre que cette mobilisation a surtout profité au «non». Elle vient de loin : Forums sociaux, luttes des salariés, prise de conscience progressive du lien entre les difficultés vécues et les politiques suivies en France, en Europe, voire dans le monde. Il y a eu rencontre entre, d'une part, la réflexion propre de millions de citoyens, leurs discussions, leurs échanges, et, d'autre part, le travail de fourmi d'ATTAC, des associations, du Parti communiste et des autres forces de la gauche «nonniste», les prises de positions de plus en plus massives et catégoriques de militants syndicaux. Et, fait radicalement nouveau par son ampleur, Internet. Ceux qui militaient pour un «non» de gauche ont su se rassembler (le Parti communiste n'y est pas pour rien). Dès lors, l'espoir changeant de camp, le bulletin de vote est apparu à nouveau comme une arme dont il valait la peine de s'emparer. Preuve est ainsi faite que la crise du rapport à la politique, notamment en milieu ouvrier et populaires, n'a rien d'une fatalité «sociologique», même en période de crise sociale aigüe (2). Et qu'en certaines conjonctures, l'hégémonie écrasante des dominants dans les médias et autres lieux de production de «l'idéologiquement correct» peut être mise en échec. Certes, ce qui vaut pour un référendum n'est pas automatiquement transposable à d'autres élections politiques. Mais cette «rébellion dans les urnes» constitue un fait majeur. Signe, après d'autres, que nous sommes sans doute entrés dans un nouveau cycle politique.

Un «non» de classe ? En quel sens ?

Seconde caractéristique de ce scrutin : plus on a affaire à des catégories populaires et ouvrières, plus le rapport des forces devient massivement favorable au «non». Calculer en pourcentages des électeurs inscrits, comme le permet l'estimation CSA, aboutit à une image en un sens moins «exaltante» qu'en pourcentages des exprimés, mais plus réaliste (cf. tableau ci-dessous).

Taux d'abstention du 29 mai selon la profession de la personne interrogée

| Profession | Abstention | Oui | Non | Abstention |
|-------------------------------|------------|-----|-----|------------|
| Indépendants de la population | 17% | 15% | 51% | 25% |
| Salariés | 13% | 32% | 42% | 27% |
| Professions libérales/cadres | 10% | 52% | 51% | 12% |
| Professions intermédiaires | 19% | 34% | 38% | 21% |
| Employés | 13% | 29% | 47% | 25% |
| Ouvriers | 13% | 22% | 49% | 25% |

Source : CSA, enquête réalisée le 29 mai 2005, 1000 personnes interrogées.

Si le vote «oui» des professions libérales et cadres est spectaculaire, le «non» des ouvriers (près d'un électeur ouvrier sur deux) ne l'est pas moins, de même que celui des employé(e)s. Par parenthèse, le fait que seules aient pu s'exprimer les personnes de nationalité française inscrites sur les listes électorales pénalise sélectivement les catégories populaires et ouvrières et pose avec acuité la question du droit de vote des résidents étrangers, «communautaires» ou non. Au total, la fraction jeune et active de la population a voté majoritairement «non». D'autres données méritent d'être relevées. Les chômeurs se sont davantage abstenus que l'ensemble de salariés. Pourtant, leur «non» est au moins aussi massif que celui de leurs homologues pourvus d'un emploi; leur «oui», en revanche, est nettement plus faible. De même, le «non» progresse dans l'ordre : en CDI (57% des exprimés), en CDD (68%), intérimaire (74%). Contrairement donc à ce qui semble être la tendance depuis de nombreuses années à propos des votes politiques (en particulier du vote de gauche), le «non» augmente cette fois en fonction d'une précarité dont on sait qu'elle touche sélectivement la partie féminine et jeune de la population. Au demeurant, les femmes se sont davantage abstenues que les hommes. Elles ont autant voté «non» que leurs homologues masculins, mais davantage répugné, elles aussi, à voter «oui». Tous ces constats devront être vérifiés. Mais ils confortent l'hypothèse d'un «réveil» des catégories les plus exploitées,

dont nombre de luttes récentes suggèrent qu'elles n'étaient «endormies» qu'en apparence.

«Peuple» contre «élites»? Certes, le contraste entre centres urbains où dominent les couches aisées, voire beaucoup plus qu'aisées, et les quartiers et cités populaires est parfois abyssal. Pour me limiter au Nord, le «oui» est au zénith dans le «triangle d'or» de l'impôt sur la fortune avec 77,67% des exprimés à Bondues, 67,59% à Mouvaux et 65,61% à Marcq-en-Barœul, alors que le «non» culmine à 86,4% dans la cité ouvrière de Bachant (avec une pointe à 88% dans le quartier cheminot de l'Attoque), et que des «pics» du même ordre s'observent dans nombre de communes du Sud et de l'Est du département. Mais il faut être sensible aux évolutions. Philippe Hubert et Samuel Jéquier (3) relèvent que, par rapport au référendum de 1992 sur Maastricht, le «non» s'est considérablement renforcé chez les ouvriers et les employés. Mais il a davantage progressé encore dans les professions intermédiaires : majoritairement acquises au «oui» il y a treize ans, ces dernières basculent cette fois nettement vers le «non». Le «non» progresse également chez les cadres et professions libérales, plus nettement encore parmi les titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Il gagne très fortement dans le secteur public et, semble-t-il, chez les enseignants. Comme le notent les auteurs, «la crainte sociale (autrement dit la crainte pour l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale) n'est plus aujourd'hui l'apanage des catégories populaires et se diffuse au sein des couches salariales supérieures». Par de tout autres méthodes que l'analyse de sondages (corrélations entre données socio-démographiques et votes au niveau des cantons) Dominique Goux et Eric Maurin (4) parviennent à des conclusions très voisines. Pour expliquer le basculement d'une partie des diplômés vers le «non», les auteurs suggèrent «qu'il reflète sans doute la déception de ceux dont les efforts à l'école ne s'accompagnent pas d'une élévation dans la hiérarchie sociale» (5). Et d'ajouter qu'en particulier, ceux qui ont opté pour le secteur public «ne supportent pas ce qui s'apparente à un parti pris pro-libéral ou pro-concurrence». Quoi qu'on pense de ces interprétations, ces constats poussent à dépasser les dichotomies simplistes chères aussi bien aux commentateurs et aux responsables politiques «ouistes» qu'à une partie notable de la production académique. Il en va de même, par exemple, à propos des patrons (2,3 millions de personnes) de très petites entreprises (TPE, moins de 20 salariés) (6). En proportion des suffrages exprimés, 53% d'entre eux auraient voté «oui», et 47% «non». Mais le «non» est majoritaire à 52% des exprimés chez ceux qui n'emploient que de 0 à 2 salariés, contre 38% seulement chez ceux qui emploient de 3 à 19 salariés. Il monte à 66% chez les artisans, à 72% chez les petits patrons du BTP, alors que le «oui» culmine à 75% chez les petits patrons du secteur des services aux entreprises. Il est d'autant plus utile de réfléchir à ces facteurs de différenciations que, d'une part, les plus petits de ces très petits patrons et, d'autre part, leurs salariés (plusieurs millions) sont très loin de constituer socialement et culturellement deux ensembles hermétiques l'un à l'autre.

Polarisation vers le «non» à gauche, vers le «oui» à droite
Ces évolutions des bases sociales du «oui» et du «non» sont inséparables de profondes évolutions idéologiques et

politiques au sein des couches sociales concernées, en particulier de la montée d'un antilibéralisme que nous décelions dès 1993 et qui devient manifeste à partir du mouvement de 1995. Que les sympathisants de l'extrême droite aient massivement voté «non» n'est ni douteux, ni nouveau. Il en va de même, à l'autre pôle, des sympathisants d'extrême gauche et, plus encore, communistes. En revanche, les sympathisants socialistes avaient massivement voté «oui» en 1992. Ils ont fait majoritairement mouvement vers le «non» en cours de campagne, à mesure que le débat se focalisait sur l'approbation ou le rejet, non de l'Europe comme telle, mais de son orientation ultra-libérale. Il en va de même des Verts. Au total, en proportion des suffrages exprimés, le vote «non» a été choisi par près de 65% des sympathisants de gauche et d'extrême gauche, par 21% seulement de ceux de la droite dite «parlementaire» et 83% de ceux de l'extrême droite. En revanche, les sympathisants de la droite parlementaire s'étaient fortement divisés en 1992, et une majorité de ceux du RPR avaient voté «non», en dépit de la prise de position de Jacques Chirac. Cette fois-ci, à mesure que se précisaient les enjeux du scrutin (on serait tenté d'écrire : ses enjeux de classe) leur mobilisation vers le «oui» a répondu presque symétriquement à celle des sympathisants de la gauche vers le «non», à ceci près qu'elle a été encore plus massive : près de 80% des proches de la droite «non frontiste» ont voté «oui» (17% de ceux de l'extrême droite ont fait le même choix), contre 35-36% seulement de ceux de la gauche et de l'extrême gauche.

Si donc les votes du 29 mai n'obéissent pas strictement au clivage droite-gauche, ils entretiennent néanmoins avec lui un indéniable rapport. Si, en effet, on synthétise les estimations disponibles, pas loin de 60% des «non» viennent de personnes proches de la gauche ou de l'extrême gauche, contre autour de 10%-15% de la droite et de 25%-30% de l'extrême droite. En revanche, 35% seulement des «oui» viennent de proches de la gauche, alors que 65% viennent de proches de la droite ou (marginale) de l'extrême droite. Ces estimations ne tiennent pas compte de ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti (ils étaient 28% des personnes interrogées dans le Panel SOFRES-CEVIPOF de 2002). Or, selon CSA (*op.cit.*), si ces «sans préférence partisane» se sont davantage abstenus que la moyenne, les deux tiers de ceux qui ont voté ont choisi le «non». Indice supplémentaire d'un début de remobilisation «critique» de celles et ceux (jeunes et précoces notamment) qui, surtout depuis le début des années 1990, ne parviennent à se reconnaître dans aucune des forces politiques en présence.

Le contenu idéologique du «non» : une vaste entreprise de dénigrement et de falsification

Contre-vérité 1 : ceux qui ont dit «non» auraient voté contre Chirac, pas contre le TCE. Or, 9% seulement d'entre eux disent s'être déterminés en fonction de leur «position à l'égard de Jacques Chirac et du gouvernement» (CSA, *op.cit.*). S'ils sont 52% à mettre en avant «les problèmes nationaux», 42% d'entre eux ont privilégié «la construction de l'Europe». Et surtout, ces deux motivations ne sont pas contradictoires. Depuis des années, les Français font l'expérience du lien entre, d'une part les règles édictées à Bruxelles et, d'autre part, la politique des gouvernements de droite et (hélas) les capitulations de ceux de

gauche. Contrairement aux phraseurs du «oui», les défenseurs du «non» ont argumenté, texte en main et faits à l'appui. Certes, le «contexte» a fortement aidé à donner sens au texte : le «non» de gauche a connu deux accélérations, l'une avec la polémique sur la directive Bolkestein, l'autre avec celle relative au lundi de Pentecôte (même chose, en sens contraire, pour la mobilisation à droite en faveur du «oui»). Quand les enjeux s'éclairent, et que leur relation avec le vécu le plus quotidien se précise, «le peuple», usant de ses ressources propres, est parfaitement capable de se forger une opinion non moins raisonnée et pertinente que celle des ainsi nommées «élites».

Contrevérité 2 : le «non» reposerait sur la peur, la xénophobie, le repli sur l'isolat national. Or 55% de ceux qui l'ont choisi mettent en avant «la situation sociale en France», 24% «le contenu du texte de la Constitution européenne», 17% «les orientations libérales ou sociales de la construction européenne», et 24% seulement «l'entrée possible de la Turquie dans l'Union Européenne» (les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses, le total des pourcentages peut être supérieur à 100). On notera par comparaison que 50% des tenants du «oui» ont privilégié «la place de l'Europe dans le monde» et 38% «le rôle de la France en Europe», c'est-à-dire des motivations qui relèvent de la politique de puissance (voire d'une sorte de «nationalisme élargi») auxquels les chantres du «oui», socialistes inclus, ont réservé une large place dans leurs argumentaires. L'universalisme et l'internationalisme ont au contraire été constamment revendiqués par les défenseurs du «non» de gauche, notamment par Marie-George Buffet et Olivier Besancenot.

On peut pousser plus loin l'analyse. Les «non» ont en commun de fortes inquiétudes sur l'Europe telle qu'elle se construit. Mais «peurs de droite» et «peurs de gauche» n'ont rien à voir entre elles. S'appuyant sur une série d'enquêtes réalisées lors des scrutins d'avril-juin 2002 (Panel Electoral Français CEVIPOF-SOFRES), Céline Belot et Bruno Cautrès (7) ont montré que l'hostilité à la construction européenne a fortement reculé par rapport à 1992 chez les électeurs d'extrême gauche et communistes; elle est désormais essentiellement le fait des électeurs des droites souverainiste et frontiste. Ces derniers redoutent massivement qu'avec la construction européenne il y ait «augmentation du nombre des immigrés», «perte de l'identité nationale et de la culture», ou «que la France paie pour les autres pays». Au contraire, ces «peurs de droite» connaissent en 2002 leur diffusion minimum chez les électeurs Hue, Jospin, Besancenot et Mamère. En revanche, plus on redoute qu'il y ait moins de protection sociale (tout en étant favorable à une construction européenne), plus on vote pour la gauche, «plurielle» ou extrême. Exemple : quand se combinent attitude négative vis-à-vis de l'Europe et absence de crainte en matière de protection sociale, le vote pour un candidat de gauche en 2002 n'est que de 25%. Il bondit à 70% si se combinent attitude positive vis-à-vis de l'Europe et crainte pour la protection sociale. C'est rigoureusement l'inverse pour le vote frontiste. Guy Michelat et moi (*op.cit.*) étions parvenus à des conclusions analogues. En se démarquant clairement des thèses xénophobes et de la fermeture nationaliste, et en appelant à bâtir une autre Europe, les partisans du «non de gauche» se sont trouvés pleinement

en phase avec leur base sociale, en particulier dans les jeunes générations. La tonalité d'une campagne enthousiaste en témoigne.

Depuis 2002, l'expérience (notamment celle des luttes) a encore parlé. Le «non» de gauche exprime à la fois une opposition bien plus consciente et explicite au libéralisme économique, et une gigantesque exigence d'être considéré, consulté et entendu. Construire un rassemblement majoritaire entre les partisans du «non» de gauche, les électeurs de gauche qui ont voté «oui» et d'autres forces qu'on peut gagner ne relève pas de l'utopie. Mais ce n'est pas gagné d'avance. Tout dépend des suites que citoyens et forces de progrès sauront, ensemble, donner à cette victoire, la première depuis bien longtemps. Dans la situation de crise non seulement sociale, mais aussi politique où nous sommes entrés, initiative, audace et aptitude à rassembler le plus largement possible deviennent décisifs. Car s'il y a promesse, il y a aussi danger. ■

(1) Sondage réalisé le 29 mai 2005 par CSA pour France 3 / Radio France / Le Parisien / Aujourd'hui en France en association avec la Tribune, Marianne, Liaisons sociales et la Vie. Échantillon de 5216 Français inscrits sur les listes électorales. Les personnes ayant voté ont été interrogées en face-à-face à la sortie des bureaux de vote et les abstentionnistes ont été interrogés par téléphone.

(2) Cf. sur ce point Guy Michelat, Michel Simon, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* (1962-2002), Presses de Sciences Po, 2004.

(3) «L'ascension par capillarité du non», *Le Monde*, 25 mai 2005.

(4) «1992-2005 : comment le oui s'est décomposé», *Le Monde*, 2 juin 2005.

(5) Sur l'amertume d'enfants d'ouvriers passés par l'enseignement supérieur et s'estimant «floués» sur le plan professionnel et statutaire, cf. Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

(6) Sondage IFOP-FIDUCIAL réalisé par téléphone du 23 au 25 mai auprès de 502 dirigeants de TPE.

(7) Dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer, dir., *Le nouveau désordre électoral*, Presses de Sciences Po, 2004.

